

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/114/GRD

1^{er} juillet 2004

(04-2833)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Prorogation au titre de l'article 27.4 de l'Accord SMC de la période de transition
pour l'élimination des subventions à l'exportation conformément
aux procédures énoncées dans le document G/SCM/39

Notification de mise à jour

GRENADE

La communication ci-après, datée du 29 juin 2004, est distribuée à la demande de la délégation de la Grenade.

Le Ministère des affaires étrangères et du commerce international de la Grenade présente ses compliments au bureau du Répertoire central des notifications du Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Nous présentons au Comité des subventions et des mesures compensatoires une notification actualisée de la Grenade concernant les programmes d'incitation actuellement en vigueur au titre des *articles 25 et 27 de l'Accord SMC et de l'article XVI:1 du GATT*.

Il convient de noter que les éléments des programmes notifiés, y compris les subventions accordées au titre de ces programmes, ne comportent pas nécessairement tous des subventions à l'exportation.

La Grenade rappelle que, conformément à l'article 25.7 de l'Accord sur les subventions, la présente notification ne préjuge ni du statut juridique des programmes notifiés au regard du GATT de 1994 ou dudit accord, ni de leurs effets au regard dudit accord, ni encore de la nature des programmes ou mesures notifiés; de plus, la notification d'un programme ou d'une mesure ne préjuge pas de leur nature pour ce qui est de savoir s'ils peuvent donner lieu ou non à une action.

Programmes

	<u>Page</u>
I. LOI N° 41 DE 1974 SUR LES INCITATIONS FISCALES	2
II. LOI N° 18 DE 1978 SUR LES ENTREPRISES QUALIFIÉES	5
III. RÈGLES ET DÉCRETS LÉGISLATIFS - TEXTE N° 37 DE 1999.....	7

I. LOI N° 41 DE 1974 SUR LES INCITATIONS FISCALES

1. Description du programme

La Loi sur les incitations fiscales vise à attirer et mobiliser des capitaux pour les orienter vers de nouveaux investissements.

2. Période sur laquelle porte la notification

2003 – données statistiques
Au 1^{er} juin 2004 – état du programme

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Attirer des investisseurs privés qui contribueront à l'expansion recherchée de la production nationale, afin de promouvoir la croissance économique et le développement.

4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée)

Fondement

La promotion des investissements privés fait partie intégrante du plan de développement de la Grenade car le pays continue de diversifier sa production et de réduire sa dépendance à l'égard de la production agricole. L'expansion économique crée une demande de devises. Ayant des ressources limitées, la Grenade a toujours besoin d'apports de ressources et l'une des meilleures façons d'en obtenir est de stimuler les investissements étrangers directs.

La Loi sur les incitations fiscales a été adoptée pour donner effet à un accord sur l'harmonisation des incitations fiscales destinées à l'industrie qu'ont signé les pays membres de la CARICOM.

Législation

Loi n° 41 de 1974 sur les incitations fiscales, chapitre 107 des lois révisées de 1990 de la Grenade.

La Grenada Industrial Development Corporation (GIDC) (société du développement industriel de la Grenade) est chargée d'administrer ce programme.

Depuis la notification initiale présentée par la Grenade en décembre 2001, aucune modification n'a été apportée à la Loi n° 41 de 1974 sur les incitations fiscales, conformément au paragraphe 4 du document G/SCM/39.

5. Forme de la subvention

La Loi sur les incitations fiscales prévoit les allégements fiscaux suivants:

- Exonération des droits de douane sur les installations, les équipements, les machines, les pièces détachées, les matières premières ou leurs composants pour une période de dix (10) à quinze (15) ans, en fonction du groupe dont relève l'entreprise. Le Contrôleur des douanes et de l'accise doit en outre être convaincu que les éléments susmentionnés sont nécessaires:
 - a) pour construire, modifier, reconstruire ou agrandir l'entreprise agréée, c'est-à-dire déclarée comme telle par décret du ministre responsable du secteur; ou
 - b) pour équiper une entreprise aux fins de la fabrication d'un produit agréé, c'est-à-dire déclaré comme tel par décret du ministre responsable du secteur.

- Exonération complète ou partielle de l'impôt sur le revenu exigible sur les bénéfices tirés de la vente d'un produit agréé à compter de la date de production pour une période ne dépassant pas le délai accordé à l'entreprise, soit dix à 15 ans.

Lorsque les actionnaires ou leurs représentants ne résident pas à la Grenade, ils sont exonérés de l'impôt sur le revenu pour les dividendes, pour le montant de l'impôt excédant le montant dû par l'actionnaire dans son pays de résidence.

- Lorsque les bénéfices provenant de l'exportation par une entreprise visée par la Loi d'un produit agréé représentent au moins dix (10) pour cent du total des bénéfices de l'entreprise, un allégement fiscal est accordé au titre de l'impôt sur les bénéfices à l'exportation.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Des incitations fiscales sont accordées aux investisseurs privés afin de faciliter le développement de certains secteurs, notamment les secteurs manufacturier, agroalimentaire et agricole.

La demande qui doit être soumise au ministre responsable du secteur par l'entreprise ou en son nom doit indiquer ce qui suit:

- le lieu actuel ou prévu de l'usine;
- la date de construction;
- la date de production;
- le produit agréé déjà en fabrication ou dont la fabrication est prévue;
- tous les renseignements pertinents pour déterminer la valeur ajoutée locale.

Si le ministre est convaincu qu'il est dans l'intérêt général d'accorder des incitations à l'entreprise, il peut déclarer, par décret publié au Journal officiel, que l'entreprise est une entreprise agréée, à compter de la date indiquée dans le décret.

L'allégement fiscal ou "exonération fiscale temporaire" est accordé pour les droits d'importation, l'impôt sur le revenu et les bénéfices à l'exportation, en fonction du groupe dont relève l'entreprise.

Cinq groupes d'entreprises bénéficient d'une exonération fiscale temporaire, comme suit:

- entreprises du groupe I, dont la valeur ajoutée locale représente au moins 50 pour cent du produit de la vente d'un produit agréé; pendant 15 ans au plus;
- entreprises du groupe II, dont la valeur ajoutée locale représente de 25 à 50 pour cent des ventes; pendant 12 ans au plus;
- entreprises du groupe III, dont la valeur ajoutée locale représente de 10 à 25 pour cent; pendant dix ans au plus;
- entreprises enclavées, dont la production est destinée exclusivement à l'exportation; pendant 15 ans au plus;
- entreprises à forte intensité de capital, dont l'investissement en capital s'élève au moins à 25 millions de dollars EU; pendant 15 ans au plus.

Les bénéfices à l'exportation sont déterminés à l'aide de la formule, $\frac{E \times B}{V}$ où "E" représente le produit des ventes à l'exportation, "B" les bénéfices tirés par l'entreprise et "V" le produit de toutes les ventes.

L'allégement fiscal accordé sur les bénéfices à l'exportation est le suivant:

Bénéfices à l'exportation en pourcentage de l'ensemble des bénéfices	Pourcentage maximal de l'allégement fiscal
10% ou plus mais moins de 21%	25%
21% ou plus mais moins de 41%	35%
41% ou plus mais moins de 61%	45%
61% ou plus	50%

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

En raison de la nature et de la portée du programme, aucune donnée statistique n'est disponible au sujet du montant unitaire de la subvention. De plus, aucun montant annuel n'est budgétisé à l'égard de ce programme.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention, y compris la date de son institution/de sa mise en application

Selon les indications données au point 6 ci-dessus.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Année	Importations (en millions de dollars EU)	Total des exportations (en millions de dollars EU)
2003	10,1	29,3

II. LOI N° 18 DE 1978 SUR LES ENTREPRISES QUALIFIÉES

1. Titre du programme de subventions, s'il y a lieu, ou brève description ou désignation de la subvention

Loi prévoyant l'octroi d'avantages fiscaux à certaines entreprises, lorsque le ministre responsable de la branche de production juge que cette mesure est dans l'intérêt public.

2. Période sur laquelle porte la notification

Au 1^{er} juin 2004 – état du programme

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Accorder des avantages fiscaux et des exemptions aux branches de production qui sont en mesure de promouvoir la croissance et le développement économiques de la Grenade.

4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée)

Fondement

Cette loi a pour but d'offrir aux branches de production une stabilisation de leur situation fiscale, ce qui n'est pas l'objet visé par la Loi sur les incitations fiscales. Le décret pris en application de cette loi s'ajoute aux avantages dont une entreprise bénéficie en vertu de toute autre loi écrite sans porter atteinte auxdits avantages.

Cette loi a été mise en œuvre afin que les branches de production bénéficiant d'avantages pour une période donnée en vertu de la Loi sur les incitations fiscales ne soient pas touchées par une augmentation du taux d'imposition, puisqu'elle prévoit que le taux des taxes et droits auxquels elles sont assujetties demeurera celui qui s'appliquait à elles à la date d'entrée en vigueur du décret.

Depuis la notification initiale présentée par la Grenade en décembre 2001, aucune modification n'a été apportée à la Loi n°18 de 1978 sur les entreprises qualifiées, conformément au paragraphe 4 du document G/SCM/39.

Législation

Loi n° 18 de 1978 sur les entreprises qualifiées, chapitre 270 des lois révisées de 1990 de la Grenade.

La Grenada Industrial Development Corporation (GIDC) (société du développement industriel de la Grenade) est chargée d'administrer ce programme.

5. Forme de la subvention

La Loi sur les entreprises qualifiées prévoit des avantages fiscaux et des exonérations concernant les taxes, droits et impôts qu'une entreprise agréée doit payer selon un taux ou montant ne pouvant dépasser celui qui est en vigueur à la date du décret.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Cette subvention est offerte à toutes les entreprises, mais est rarement utilisée. À l'heure actuelle, seules les trois entreprises enclavées de la Grenade bénéficient de cette subvention en vertu de cette loi.

L'entreprise qualifiée bénéficie des avantages fiscaux et exonérations fiscales qui sont prévus dans la Loi n° 41 de 1974 sur les incitations fiscales pour une période maximale de 15 ans au taux en vigueur à la date du décret.

L'entreprise agréée au sens de la Loi n° 41 de 1974 sur les incitations fiscales peut présenter au ministre responsable de la branche de production une demande comportant les renseignements indiqués au point **6** du **Programme I**. Si le ministre estime que cela est dans l'intérêt public, il pourra, par décret pris en application de cette Loi, déclarer que l'entreprise agréée est également une entreprise qualifiée.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

En raison de la nature et de la portée du programme, aucune donnée statistique n'est disponible au sujet du montant unitaire de la subvention. De plus, aucun montant annuel n'est budgétisé pour ce programme.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention, y compris la date de son institution/de sa mise en application

Selon les indications données au point **6** ci-dessus.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Aucune donnée statistique n'est disponible à ce sujet.

III. RÈGLES ET DÉCRETS LÉGISLATIFS - TEXTE N° 37 DE 1999 (LISTE DES EXEMPTIONS DE DROITS CONDITIONNELLES - TARIF EXTÉRIEUR COMMUN DE LA CARICOM)

1. Titre du programme de subventions, s'il y a lieu, ou brève description ou désignation de la subvention

La liste des exemptions de droits conditionnelles indique les produits qui, au moment de leur importation, peuvent être admis en franchise de droits d'importation ou à un taux inférieur à celui qui est prévu dans le Tarif.

2. Période sur laquelle porte la notification

Au 1^{er} juin 2004 – état du programme

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Permettre aux entreprises manufacturières qui ne sont pas admises à bénéficier des avantages prévus dans la Loi sur les incitations fiscales de bénéficier d'allègements des droits d'importation dans le cadre de cette législation.

4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée)

Fondement

Ce texte législatif a été adopté pour permettre l'entrée en vigueur du nouveau Tarif extérieur commun, fondé sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, conformément aux obligations juridiques qui incombent à la Grenade par suite de son adhésion au Marché commun des Caraïbes (CARICOM).

Depuis la notification initiale présentée par la Grenade en décembre 2001, aucune modification n'a été apportée au Tarif extérieur commun de la CARICOM – Règles et décrets législatifs – Texte n° 37 de 1999, conformément au paragraphe 4 du document G/SCM/39.

Législation

Tarif extérieur commun de la CARICOM, SRO n° 37/99.

Les ministres concernés ainsi que le Contrôleur des douanes sont chargés d'administrer ce texte législatif.

5. Forme de la subvention

La liste des exemptions de droits conditionnelles permet aux entreprises, organisations ou personnes physiques d'être exemptées de droits ou de payer un taux inférieur à celui qui est prévu par la réglementation en matière de tarifs douaniers.

La structure de classification du Tarif est fondée sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises. Les taux de droits indiqués dans le Tarif s'appliquent aux produits que les États membres du Marché commun des Caraïbes importent des pays tiers ainsi qu'aux marchandises échangées entre les États membres.

Dans le cas de certains produits, le taux qu'applique la Grenade en tant que pays faisant partie du groupe des pays moins avancés du Marché commun des Caraïbes peut varier de zéro pour cent à 5 pour cent.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Pour bénéficier de la subvention, l'entreprise doit avoir une valeur ajoutée locale d'au moins 40 pour cent, créer des emplois pour au moins dix personnes ou générer des recettes d'exportation.

Selon la nature de l'entreprise et des produits à importer, une demande doit être présentée à l'autorité compétente. Si l'entreprise participe à la mise sur pied d'une activité agricole ou a l'intention de le faire, la demande devra être soumise au ministre responsable de l'agriculture ou à toute personne autorisée à approuver les exemptions en vertu du décret. Si le ministre ou l'autorité compétente est convaincu que l'entreprise a rempli l'un ou l'autre des critères susmentionnés et que cela est dans l'intérêt public, il pourra approuver l'exemption demandée.

Lorsqu'il est convaincu que le produit importé est uniquement destiné à l'utilisation approuvée, le Contrôleur des douanes accorde l'exemption.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

En raison de la nature et de la portée du programme, aucune donnée statistique n'est disponible au sujet du montant unitaire de la subvention ou des montants annuels budgétisés pour ce programme.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention, y compris la date de son institution/de sa mise en application

Cette exemption relative aux droits de douane s'applique uniquement aux produits visés par la demande et n'a pas une durée précise ni ne comporte de délais précis; elle a un caractère exceptionnel.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Aucune donnée statistique n'est disponible à ce sujet.
